



RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF

PAYS: TOGO

TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL Semestriel

DATE DE RAPPORT: 14 juin 2019

Titre du projet: Renforcement des capacités nationales et communautaires de prévention des conflits et violences et la protection des droits de l'homme au Togo	
Numéro Projet / MPTF Gateway: 00112867	
Modalité de financement PBF: <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire:
Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc): PNUD UNICEF	
Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux): Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN), Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, Secrétariat d'Etat aux Droits de l'Homme, Centre pour le Dialogue Humanitaire (HD), Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) Centre de Documentation et de Formation sur les Droits de l'Homme (CDFDH) West African Network for Peacebuilding (WANEP), Forum des Organisations de Défense des Droits de l'Enfant au Togo (FODDET) Université de Lomé, Université de Kara, Plateforme des Organisations de la Société Civile actives dans la prévention des conflits, UNREC, HCDH/Bureau Régional	
Date de début du projet¹: 01 novembre 2018	
Durée du projet en mois :² 18 mois	
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	

¹ La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire):

PNUD : \$ 2 010 840

UNICEF : \$ 690, 271.12

: \$

: \$

Total: 2 701 111,42

**Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF*

Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet: 01

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: Cellule de Coordination PBF et Equipe UNICEF

Rapport approuvé par: Les agences récipiendaires (PNUD, UNICEF) et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Togo

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport:

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport:

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:

Non

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Les activités réalisées par les agences récipiendaires (PNUD, UNICEF), dans le cadre de la mise en oeuvre du projet, ont permis de mettre en place tout le dispositif nécessaire au démarrage et à la mise en oeuvre harmonieuse du projet. Au titre des principales réalisations on note :

- La mise en place de l'équipe de coordination : le coordonnateur national tout comme l'experte en droit de l'homme ont été recrutés et ont pris service en début mai 2019. L'assistant administratif financier recruté, prend fonction le 17 juin 2019
- L'élaboration du PTBA 2019 en concertation avec toutes les parties prenantes de mise en oeuvre du projet
- L'organisation de réunions et téléconférences avec les parties prenantes du projet notamment pour la sélection des zones d'intervention en vue d'une synergie et complémentarité pour un plus grand impact des actions sur le terrain
- La mobilisation des expertises techniques de deux ONG pour coordonner le projet au sein de l'UNICEF
- L'identification des organes de presse devant être formés en consolidation de la paix
- L'identification d'un spécialiste pour l'élaboration des cartes conseils spécifiques pour les séances de sensibilisation y compris les compétences de vie courantes pour les adolescents
- L'élaboration et la publication des ToR pour l'organisation de l'étude de référence
- L'appui apporté au Ministère de la sécurité pour la formation/recyclage de 700 élèves policiers pour une gestion non violente des foules lors des manifestations.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en oeuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options): on track

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

L'implication des organisations de la société civile aussi bien national qu'international (WANEP, HD), des structures de recherche (à savoir l'Université de Lomé) dans la mise en oeuvre des activités de consolidation de la paix à coté de l'administration publique et notamment les forces de défense et de sécurité est une des innovations majeure de ce projet.

Les ONG et structures identifiées travailleront à ce titre sur la stimulation du dialogue entre les acteurs publics et associatifs, la mise en place d'instance de concertation et le suivi de la violation des droits de l'homme y compris des enfants pendant les marches. En outre, la formation des forces de l'ordre sur la prise en charge des enfants pendant les marches et la collaboration qui sera développée sur le sujet avec les ONG offrent un espace ainsi que des opportunités de

dialogue entre les organisations de la société civile, les forces de l'ordre et les militaires sur la protection des droits humains ce qui est une innovation dans un contexte où les dialogues entre les acteurs sur ce sujet n'est pas toujours évident.

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

Dans le cadre d'un autre projet appuyé par l'UNICEF un voyage d'étude a été réalisé au Maroc, sur la justice pour mineur. Ce voyage d'étude a permis au représentant du ministère de la sécurité de mieux saisir la nécessité et les opportunités de collaboration avec les autres acteurs sur des thèmes spécifiques liés à la protection des droits des enfants, la consolidation de la paix. En outre, l'UNICEF a en prélude au projet contribué au renforcement des capacités au sein de la police togolaise sur les droits de l'enfant, ce qui a conduit à la mise en place d'un groupe de formateurs au sein de la police Togolaise formés sur les droits des enfants. Ce groupe de formateur est d'un atout important dans la mise en oeuvre du projet et sera très bénéfique lors de la formation des forces de défense et de sécurité sur les techniques de dispersion non violente des foules et protection des droits de l'homme.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

Etant pratiquement à sa phase de démarrage, l'impact ou les effets du projet ne sont pas encore perceptibles

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

L'un des principaux défis dans la mise en oeuvre de ce projet est la faiblesse des pratiques en terme de travail intersectoriel entre les forces de l'ordre, les militaires, les ONG et le secteur social, pour la prise en charge des enfants victimes de violence. Le projet à travers les activités planifiées contribue par conséquent à construire cette collaboration entre les différents acteurs. En outre, le niveau d'expérience dans le suivi de la violation des droits de l'enfant dans le contexte de manifestations par les ONGs présentes sur les sites du projet n'est pas la même. Cela implique un renforcement des capacités avec des coûts additionnels pour assurer un travail de qualité. Notons enfin que le projet vise aussi à introduire des nouvelles technologies dans le travail de la police pour assurer un meilleur suivi des marches. Or la sensibilité liée à l'introduction des nouvelles technologies dans le travail de la police oblige d'avoir des discussions techniques plus approfondies impliquant toutes les parties prenantes pour assurer des décisions politiques bien informées. Ces différents éléments notamment l'implication des acteurs politiques dans les discussions sur l'introduction des nouvelles technologies dans le travail de la police, ne permet pas d'avancer rapidement sur les différentes étapes. Mais au vue de la détermination et l'engagement des parties prenantes, cette crainte de changements devra être rapidement transcendée et le retard rattrapé.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **en retard**, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du

projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

La principale raison ayant causé le démarrage tardif du projet est liée aux procédures internes devant conduire à la mise en place de l'équipe de coordination du projet ainsi qu'à l'établissement d'accords avec les entités (Ministères, ONGs, etc.) censées appuyées la mise en oeuvre du projet. En ce qui concerne le retard observé dans le démarrage des activités de renforcement des capacités, notamment celles des enseignants des écoles primaires/collèges ciblées des zones d'interventions aux compétences de vie courantes, des journalistes en peace bulding et en communication responsable en situation de crise, des adolescents, membres des conseils consultatifs des enfants en prévention, médiation des conflits, des officiers de police judiciaires sur l'utilisation du logiciel de gestion des cas d'enfants et d'adolescents, ce retard devrait être rattrapé entre août et septembre 2019, avec la réalisation des formations listées plus haut. En outre l'aménagement des espaces amis des enfants dans les poste de police, la mise à disposition de matériel pour l'équipement des postes de police, le développement du logiciel pour la gestion des cas d'enfant par la police prévus dans les semaines à venir, devraient aussi jouer un rôle important dans l'accélération de la mise en oeuvre du projet.

Veillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

Résultat 1: Les institutions cibles au niveau national et local ainsi que les leaders locaux, les femmes, les hommes, les jeunes, la société civile et les media participent activement à la réduction des conflits violents liés aux questions politiques et constitutionnelles.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

Résumé du progrès: Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en oeuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Au sein du PNUD, deux structures clé ont été retenues pour le renforcement des capacités des acteurs en prévention et gestion des conflits. Il s'agit du HCRRUN (Haut-Commissariat à la Reconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale) et du Centre pour le Dialogue Humanitaire (HD). Avec ces structures, des séances de travail ont été organisées à l'issue desquelles des termes de référence et des programmes harmonisés des activités ont été établis.

Au cours de cette année 2019, les activités du HCRRUN consistent essentiellement (i) à l'analyse et à la résolution des conflits emblématiques dans cinq localités du pays puis (ii) à la création et à l'opérationnalisation des comités locaux de paix (CLP). Au cours de la même période, les activités du HD se focalisent quant à elles au diagnostic des forces et faiblesses des CLP puis au renforcement de leurs capacités particulièrement en matière de prévention, de gestion et de résolution des conflits.

Au sein de l'Unicef, la réalisation des activités en avec le résultat a porté sur: (i) la formation des adolescents, des membres des conseils consultatifs des enfants, en consolidation de la paix (ii) la sensibilisation des adolescents sur les compétences de vie courantes (iii) la mise en place des mécanismes de consultation, concertation des adolescents au niveau local.

Aide et Action International (AEA) et le Collectif des Associations de lutte Contre l'Impunité au Togo (CACIT) ont, en outre été identifiés pour les activités de renforcement des capacités et de mise en oeuvre de plate formes de concertation des adolescents au niveau local. Ils démarreront leurs activités dans les prochaines semaines. En ce qui concerne le renforcement des capacités des médias, l'identification des organes de presse devant bénéficier de la formation a été réalisée et l'élaboration des termes de références pour le recrutement des personnes ressources engagée. Ces termes de références sont actuellement en cours de validation.

Résultat 2: La confiance est accrue entre les populations et les forces de défense et de sécurité

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Des séances de travail préparatoires ont eu lieu avec le Ministère de la Sécurité Publique sur l'appui du projet au renforcement des capacités des forces de défenses et de sécurité. Ceci a abouti à :

- (i) la nomination de deux points focaux pour le suivi des activités à mener avec les Forces de sécurité
- (ii) l'identification des postes de police à Lomé, Tsévié et Sokodé pour l'aménagement des espaces amis des enfants
- (iii) au lancement du processus d'achat des matériaux /équipements pour les postes de police. A noter que les discussions ont permis de faire un consensus autour du développement du logiciel pour la gestion des cas d'enfants et adolescents. Les discussions sur le circuit pour le développement du logiciel sont en cours
- (iv) la formation /recyclage de 700 élèves policiers en techniques de dispersion non violente des foules et protection des droits de l'homme. En effet, avec l'appui financier apporté par le projet au ministère de la protection civile, un atelier de six jours (du 27 mai au 01 juin 2019) a été organisé. Les principaux modules développés lors de cette session (marquée par des exposés et des exercices pratiques) sont entre autres: Police de Proximité; Droits de l'Homme et Droit International Humanitaire; Maintien de l'Ordre (MO) en période électorale; etc.

Résultat 3: Les violations des droits de l'homme et des enfants en contexte électoral sont réduites par le renforcement de la protection des droits de l'homme et de l'enfant et l'éradication de l'inclusion des enfants dans les marches et manifestations porteuses de violences.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Des séances de planification des activités de sensibilisation des adolescents sur les compétences de vie courantes ont pu être réalisées avec les partenaires de mise en oeuvre. Ainsi la formation sur les compétences de vie courante est en cours de préparation dans les 4 régions. Les formateurs et pairs éducateurs sont déjà identifiés dans les 4 régions du projet.

De même, un spécialiste pour l'élaboration des cartes conseils spécifiques pour les séances de sensibilisation y compris les compétences de vie courante pour adolescents a été identifié.

Il est aussi important de relever que le thème relatif à la prévention de la participation des enfants dans les manifestations politiques est en cours d'être inséré dans les modules de formation des adolescents sur les Compétences de vie courante

Aussi des séances de travail avec le Centre de Documentation et de Formation des Droits de l'Homme (CDFDH) ont abouti à la planification de la formation de 150 volontaires pour la paix et le suivi de la situation des droits de l'Homme en vue de leur déploiement pendant le processus des élections locales prévu pour le 30 juin 2019. Enfin, dans le cadre du suivi des droits de l'homme au Togo, il est prévu avec le CDFDH les activités imminentes ci-après :

- la consolidation d'un dispositif de surveillance et de documentation des cas de violations avant, pendant et après les élections locales
- l'organisation d'une table ronde sur le thème : « les journalistes face au défi de la protection des droits de l'Homme en période électorale ».

Résultat 4:

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Please select one**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

1.3 Questions transversales

<p>Appropriation nationale: Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les aspects ci-après témoignent de la volonté et de l'engagement du gouvernement à s'approprier les résultats et les activités du projet:</p> <ul style="list-style-type: none">- La mise en place d'un comité de pilotage du projet coprésidé par la ministre de la planification du développement et de la coopération. Un arrêté ministériel est en cours de signature et devra préciser la composition ainsi que les attributions des membres du comité- L'implication de quatre ministères (Droit de l'Homme, Enseignement primaire et secondaire, Sécurité et protection civile, Action sociale) comme partenaires de mise en oeuvre du projet- La participation des structures publiques indépendantes (HCRRUN, CNDH, HAAC) dans l'implémentation du projet.
<p>Suivi: Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre</p>	<p>Dans le cadre de la mise en oeuvre du projet, la réalisation d'une enquête de base permettant de recueillir des données de références des indicateurs</p>

<p>tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>s'est avérée indispensable. Ainsi, afin de mettre en place un mécanisme solide de suivi des résultats la coordination a enclenché le processus de réalisation d'une étude pour recueillir les données de base (situation de référence) des indicateurs du projet. Les termes de référence validés par les parties prenantes sont publiés en vue de recueillir les offres des soumissionnaires.</p> <p>A noter que le suivi et l'évaluation internes sont assurés par l'équipe de coordination du projet, avec le soutien de points focaux. Ainsi, un plan de suivi et d'évaluation spécifique au projet sera mis en place.</p>
<p>Évaluation: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le projet est pratiquement à sa phase de démarrage, néanmoins, un budget conséquent est prévu pour une évaluation externe indépendante au moment opportun.</p>
<p>Effets catalytiques (financiers): Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le projet a enclenché des effets catalytiques en ce sens qu'il a permis à UNICEF de mobiliser 300,000 USD complémentaires auprès du Gouvernement du Japon afin de compléter la mise en œuvre des activités prévues dans le PBF et accroître ainsi le nombre d'acteurs touchés par les activités.</p>
<p>Effets catalytiques (non financiers): Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Des échanges ont commencé à être menés avec d'autres acteurs notamment l'Ambassade des Etats Unis afin de développer des synergies entre le PBF et les projets de consolidation de la paix mis en œuvre par l'Ambassade des Etats Unis notamment dans la région centrale (Sokodé).</p> <p>Aussi, des échanges sont en cours entre le SNU et les gouvernements du Bénin, du Togo et du Burkina Faso dans la perspective de l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet transfrontalier de consolidation de la paix dans ces trois pays</p>
<p>Stratégie de sortie / durabilité: Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>L'utilisation d'une approche participative et inclusive favorisant l'appropriation des concepts, outils et capacités de prévention et de transformation des conflits par tous les acteurs (leaders organisations de jeunes et des femmes, de la société civile, organisations confessionnelles, media, chefs traditionnels, institutions nationales et locales etc.), à travers des sessions de formation, forums, des media, des comités de paix locaux et des instances nationales et locales va favoriser l'appropriation nationale du projet.</p> <p>Aussi, le processus de planification participatif permet-il d'ajuster les préoccupations des acteurs et des bénéficiaires. Cette approche de planification consensuelle dès le début de mise en œuvre favorise</p>

	l'adhésion et la participation des bénéficiaires finaux.
Prise de risques : Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)	Par anticipation au risque de détérioration de la situation sécuritaire pouvant advenir lors des élections locales prévues pour le 30 juin 2019, le projet a donné priorité à certaines activités afin d'intensifier les messages de paix, de non violence et de respect des droits humains. Parmi ces activités on peut noter : <ul style="list-style-type: none"> - la formation des forces de sécurité sur la gestion non violente des foules et la protection des Droits de l'Homme y compris ceux des enfants - la sensibilisation des adolescents sur les compétences de vie courantes - la formation de 150 volontaires pour la paix et le suivi de la situation des droits de l'homme en vu de leur déploiement pendant le processus des élections locales.
Égalité entre les sexes : Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)	La mise en oeuvre du projet renforce l'intégration du genre dans les mécanismes de consolidation de la paix et la protection des droits de l'homme notamment au niveau communautaire. La question de la parité sera ainsi matérialisée surtout par l'accompagnement à 50 défenseurs de Droits de l'Homme dont 25 femmes défenseurs pour la professionnalisation de leur travail au cours de cette année 2019.
Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en oeuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)	

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS: Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Résultat 1 Les institutions cibles au niveau national et local ainsi que les leaders locaux, les femmes, les hommes, les jeunes, la société civile et les media participent activement à la réduction des conflits violents liés aux questions politiques et	Indicateur 1.1 Nombre de décès causés par les conflits et violences liés à la crise politico institutionnelle et aux processus électoraux	12	0	2 (soit 83%)	Selon la version officielle, il a été déploré 2 décès (dont un enfant de 8ans tué par balle) lors de la période pré électorale pour les législatives de décembre 2018	
	Indicateur 1.2					
	Indicateur 1.3					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
constitutionnelles.						
Produit 1.1 Les leaders locaux, les femmes, les jeunes, les dirigeants communautaires, les chefs religieux et traditionnels, la société civile ont des capacités techniques pour prévenir et résoudre pacifiquement les conflits	Indicateur 1.1.1 Nombre d'initiatives mises en oeuvre par les leaders locaux, les femmes, les jeunes, les dirigeants communautaires, les chefs religieux et traditionnels, la société civile, pour assurer la prévention et la résolution pacifique des conflits	0	8	0	Projet en phase de démarrage	
	Indicateur 1.1.2 Nombre de consultations/concertations réalisées par les mécanismes nouvellement mis en place	0	8	0	Projet en phase de démarrage	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 1.2 Les adolescents et les enfants dans les 4 régions cibles participent activement à la consolidation de la paix dans leur communauté	Indicateur 1.2.1 Nombre d'associations d'adolescents et d'enfants qui mettent en oeuvre des actions de prévention, médiation des conflits	0	12	0	Projet en phase de démarrage	
	Indicateur 1.2.2 Dans les 4 régions cibles des activités socioéducatives (compétition de football, sketches) sont mises en oeuvre par les CCPE et contribuent à réduire la vulnérabilité aux conflits des adolescents et jeunes	0	50	0	Projet en phase de démarrage	
Produit 1.3 Les outils de	Indicateur 1.3.1 Nombre d'enfant	0	150	0	Projet en phase de démarrage	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
formation des enseignants des enfants et des adolescents, dans les écoles pour la prévention et résolution pacifique des conflits sont renforcés	et d'adolescents touchés par des activités socioéducatives organisées par les écoles					
	Indicateur 1.3.2					
Produit 1.4 Les Comités Locaux de Paix (CLP) ont des capacités techniques renforcées pour accompagner les organisations communautaires de base et	Indicateur 1.4.1 Nombre d'activités de prévention et de gestion des conflits organisées par les organisations communautaires de base	0	8	0		
	Indicateur 1.4.2 Nombre d'initiatives de résolution de conflits au niveau local appuyées par	0	30	0		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
professionnelles, au niveau communal, à mener des activités de prévention et de gestion des conflits	les CLP et le réseau national des CLP					
Résultat 2 La confiance est accrue entre les populations et les forces de défense et de sécurité	Indicateur 2.1 Proportion de personnes (hommes, femmes, jeunes) satisfaites des services rendus par les acteurs de la sécurité					L'étude de référence permettra de définir la base au regard de laquelle, la cible pourra être objectivement fixée
	Indicateur 2.2					
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 Les compétences des FDS en matière de dispersion non violente	Indicateur 2.1.1 Nombre de FDS formés/recyclés en matière de dispersion non violente des foules et aux droits de	8000	9500	8700 (47%)	700 élèves-gardiens recrutés en 2018 de la paix ont été formés-recyclés en techniques de dispersion non violente des foules et protection des droits de l'homme lors d'un atelier organisé du 27 mai au 1er juin 2019 à l'Ecole Nationale de police de Davié	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
des foules et aux droits de l'homme sont renforcés	l'homme					
	Indicateur 2.1.2 Pourcentage de baisse du nombre de blessés au cours des dispersions de manifestations politiques		50%	0		
Produit 2.2 Le dialogue civilo-militaire est promu comme outil de cohésion sociale	Indicateur 2.2.1 Nombre de rencontres entre les responsables des commissariats de police et les représentants des populations sur la cohésion sociale et la sécurité communautaire	0	12	0		
	Indicateur 2.2.2 Nombre de structures des FDS d'accueil des usagers aménagées et fonctionnelles	0	14	0		
	Indicateur 2.3.1					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 2.3	Indicateur 2.3.2					
Produit 2.4	Indicateur 2.4.1					
	Indicateur 2.4.2					
Résultat 3 Les capacités nationales de promotion et protection des droits de l'homme sont renforcées et les violations des droits de l'homme et des enfants en contexte de tensions politiques sont réduites	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1 Une force de volontaires pour la paix	Indicateur 3.1.1 Proportion de violations des droits de l'homme		50%	0		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
et les droits de l'homme pour les élections législatives, locales et présidentielle s est opérationnali sée	et de l'enfant en période électorale Indicateur 3.1.2 Baisse de violations des droits de l'homme rapportées par les volontaires pour la paix et les droits de l'homme durant la période les élections		50%	0		
Produit 3.2 Les capacités des institutions nationales (SEDH, CNDH) de suivi, coordination et rapportage de la protection et la promotion des droits de l'homme en	Indicateur 3.2.1 Les institutions nationales (MDHRIR, CNDH) ont des capacités techniques améliorées pour suivre, coordonner et rapporter sur la protection et la promotion des droits de l'homme en contexte de crise politique.	1	5	0		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
contexte de crise politique sont renforcées	Indicateur 3.2.2 Les capacités des défenseurs des droits de l'homme à Sokodé sont améliorées à travers les services rendus par les centres de consolidation des droits de l'homme et de la paix de Sokodé et Kara réhabilités et équipés	0	10	0		
Produit 3.3 Les organisations de la société civile y compris de défense des droits de l'homme ont des capacités techniques renforcées	Indicateur 3.3.1 Proportion d'organisations de défenseurs de droits dont les capacités professionnelles sont améliorées	0	33%	0		
	Indicateur 3.3.2 Un pool de femmes défenseurs des droits de	0	100	0		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	pour documenter et rapporter les violations des droits de l'homme					
Produit 3.4 Les risques associés avec la participation des enfants dans les manifestations politiques sont réduits	Indicateur 3.4.1 Des séances d'info-sensibilisation avec les enfants de la rue sont animées par les agents de protection des ONG partenaires.	0	12	0		
	Indicateur 3.4.2 Nombre de cas de violence envers les enfants/adolescents signalés à travers un mécanisme de surveillance (ligne verte, commissariat, OSC)		0		L'étude de référence permettra d'établir la donnée de base	
Résultat 4	Indicateur 4.1					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					
Produit 4.4	Indicateur 4.4.1					
	Indicateur 4.4.2					

PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET

2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *delayed*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante si pertinent : 1

Quel est le niveau global des dépenses/engagements en % par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: Globalement le niveau des dépenses/engagements (des deux agences récipiendaires) s'élève à \$151,637. Ce qui représente un taux d'exécution d'environ 14% de la tranche reçue (tranche1) soit 5,6% du budget total.

Spécifiquement par rapport à la tranche reçue, le niveau des dépenses est de \$75,421 (soit 25%) pour Unicef et de \$76,215,.92 (soit 9%) pour le PNUD.

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Le niveau de consommation budgétaire reste relativement faible par rapport aux prévisions. Ce faible taux de consommation est inérant d'une part au retard accusé par les partenaires de mise en oeuvre dans la soumission des termes de références des activités à mener et d'autre part des procédures internes devant conduire à l'établissement d'accords. Le principe de financement a été notifié à certains partenaires et ceci donne une assurance d'un volume de dépenses plus élevé dans le court terme

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: Dans le document de projet, il est prévu \$217 030 pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes. A ce stade du projet, les allocations effectives à la promotion du genre restent encore marginales. Des précisions devront être apportées dans nos prochains rapports.

Veillez remplir et joindre l'annexe sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet initial (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.